



HAL
open science

La culture militaire de la Bundeswehr

Delphine Deschaux-Beaume

► **To cite this version:**

Delphine Deschaux-Beaume. La culture militaire de la Bundeswehr : Présentation au séminaire des formateurs de formateurs, ELT Tours. 2006. halshs-00112205

HAL Id: halshs-00112205

<https://shs.hal.science/halshs-00112205v1>

Preprint submitted on 7 Nov 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La culture militaire de la Bundeswehr

1) Eléments introductifs sur la Bundeswehr

En Allemagne, le mot *armée* n'est plus aisément utilisé : il n'a plus de signification claire et souffre d'un préjugé négatif dû au traumatisme du militarisme nazi, tandis qu'en France, le mot désigne un concept durable et enraciné, à une armée de tradition.

Alors que l'armée française a survécu dans son identité, aux multiples changements de régimes politiques depuis 1789 et continue d'affirmer sa position d'institution nationale spécifique au sein de l'Etat, en Allemagne l'armée n'est pas vue comme un instrument « naturel » de la politique nationale : elle a d'ailleurs changé de nom à chaque rupture politique : « l'armée du Reich » est devenue la *Bundesheer* sous Guillaume II, puis la *Reichswehr* avec la République de Weimar, la *Wehrmacht* sous le 3^{ème} Reich, et enfin la Bundeswehr créée en 1955 dans le cadre de l'Alliance atlantique à laquelle elle est immédiatement intégrée. La Bundeswehr est une « *armée sans tradition* » [Klein, 2004], quasiment sans célébrations militaires, et qui se heurte aujourd'hui encore souvent à la méfiance de l'opinion publique.

« *L'armée allemande, elle, s'est reconstituée sur des ruines et selon une idée d'armée civile avec des syndicats de soldats.* » [Joxe, 2004]

La Bundeswehr a été créée dans le contexte de la guerre froide et notamment de la guerre de Corée : les Américains ont poussé au réarmement allemand encadré par l'Alliance atlantique au nom de la lutte contre le communisme au lendemain de la création des deux Etats allemands. On peut aisément imaginer que cela n'allait pas de soi, ni pour les pays voisins et surtout la France, ni pour l'opinion publique allemande encore échaudée par les crimes nazis et les liens de la Wehrmacht avec ces crimes. C'est pourquoi on a pris l'exact contre-pied des modèles de militarisme prussien et nazi.

La Bundeswehr devait être, dans l'esprit d'Adenauer et de la dizaine d'anciens officiers de la Wehrmacht avec lesquels la réflexion sur la recréation de forces armées allemandes avait été engagée dès 1950 (mémoire d'Himmerod), « fondamentalement qqch de neuf ».

⇒ 3 maîtres-mots : **représentativité sociale, intégration dans la démocratie, obéissance des forces armées**, auxquels s'en ajoute aujourd'hui un quatrième qui concerne la dimension opérationnelle de la Bundeswehr : **normalisation**

2) Le principe de l'*Innere Führung* au cœur du fonctionnement et de la culture de la Bundeswehr

Alors que le soldat wilhelmien, et plus encore hitlérien, prêtait allégeance à l'Empereur, ou au Führer et ne dépendait que de lui seul sans contrôle politique, la Bundeswehr a été édifiée en prenant le contre-pied de ce modèle : elle se veut une armée de parlement, « enfant de la démocratie » selon Theodor Heuss, ancien président allemand. La Bundeswehr s'appuie sur la Loi fondamentale de 1949, constitution actuelle de l'Allemagne, qui place au premier plan démocratie, droits de l'homme et dignité humaine, ainsi que sur le principe du primat du politique.

Essai de définition de l'*Innere Führung* :

Terme intraduisible en français : littéralement : « commandement intérieur »

Le centre pour l'*Innere Führung* en donne la définition suivante :

« L'*Innere Führung* est une mission de commandement, de formation et d'agencement de l'armée en vue d'asseoir les normes et les valeurs de la Loi fondamentale, pour des forces opérationnelles dans la démocratie et pour la réalisation du citoyen en uniforme. L'*Innere Führung* est la conception qui relie les forces armées aux valeurs de la constitution dans le cadre de l'accomplissement de leurs missions. Elle a pour tâche d'aplanir et d'aider à résoudre les tensions qui peuvent éventuellement exister entre les droits individuels du citoyen libre d'un côté et les devoirs militaires de l'autre. »

⇒ **Cette conception est celle d'une armée de parlement et de citoyens engagée dans des alliances multinationales (*Parlaments- und Staatsbürgerarmee in Bündnis*).**

- concept idéologique nouveau proposant un modèle idéal du soldat citoyen élaboré par le Comte Wolf von Baudissin dans le but d'empêcher toute renaissance du militarisme prussien

→ le Comte Von Baudissin fait partie du groupe de jeunes généraux, qui comptait entre autres le Comte de Maizière et le Comte Kielmansegg, qui s'étaient opposés à Hitler, bien que n'ayant pas pris part au complot du 20 juillet 1944, et qui avaient dans les années 1950 proposé des remèdes réformistes pour la création de la Bundeswehr.

- d'où ça vient ?

- inspiration des réformes prussiennes lancées par Scharnhorst en 1806 sous l'occupation napoléonienne de l'Allemagne ⇒ conscription généralisée, suivant les idées issues de la Révolution française autour de la « nation en armes »
- Clausewitz et l'idée de lien entre le militaire et le politique : Baudissin disait lui-même de l'Innere Führung : « Derrière cela, se trouvent les découvertes de Clausewitz, pour qui non seulement tout militaire sert le politique, mais encore et aussi que tout acte militaire de commandement a –directement ou indirectement- des causes et conséquences politiques. » [Pajon, p. 238]

L'Innere Führung poursuit 4 objectifs majeurs :

→ la légitimation : légitimer la charge militaire et les missions de l'armée allemande en les basant sur le droit et en les explicitant.

→ l'intégration : il s'agit pour le soldat allemand de s'intégrer à son Etat et à sa société, ainsi que dans le système de défense collective dans lequel la Bundeswehr est partie prenante. Cela signifie que l'armée et la culture militaires allemandes s'appuient et visent à réaliser les normes et valeurs constitutionnelles.

→ la motivation : Le soldat doit être convaincu et prêt à remplir sa mission militaire, et à défendre les droits de l'homme, le droit, la paix et la liberté, et travailler à la cohésion du groupe.

→ l'agencement intérieur des troupes est orienté vers la dignité humaine et les règles de droit. Le fonctionnement de la Bundeswehr doit réussir à combiner

l'opérationnalité et la discipline avec les droits et la personnalité individuels de ses soldats.

L'Innere Führung concerne tous les domaines d'application de la Bundeswehr : commandement, formation, comportement quotidien, comportement en exercices et en opex...

Les trois piliers de l'Innere Führung :

◆ Le « citoyen en uniforme »

Le fonctionnement de la Bundeswehr se veut intérieurement démocratique, laissant au soldat une latitude pour s'exprimer. Il s'agit, à travers la participation des soldats à la vie publique, de maintenir une loyauté de l'institution militaire envers l'Etat, et de la société envers l'armée.

Le principe du *citoyen en uniforme* renvoie au système de représentation et aux droits des soldats allemands. Tout d'abord, l'administration de la Bundeswehr est un organe civil dont le fonctionnement est régi par la Loi Fondamentale de 1949, ce qui signifie que l'armée allemande n'a aucune autonomie financière et administrative et réduit l'influence réelle des militaires. Les droits des soldats allemands sont étendus et protégés : ils disposent en fait des mêmes droits que tout citoyen allemand. Par exemple, le soldat allemand bénéficie du droit d'adhérer à un syndicat, tel le *Bundeswehrverband* (syndicat militaire), ou à un parti politique, et même d'être élus : «*Certains sont députés dans les parlements (fédéral ou fédérés).[...] En tant que députés du Bundestag ou des Lantage, ils jouissent d'une disponibilité militaire pour toute la durée de leur mandat. [...] Il n'est pas rare en Allemagne de voir des soldats qui sont en même temps maires de leur commune. Les militaires disposent de représentations professionnelles comme les autres corporations professionnelles civiles. Les militaires sont des citoyens totalement intégrés au sein de leurs communautés ».*

L'exemple le plus illustre est celui du Général Schönbohm actuellement Ministre de l'Intérieur du Brandebourg.

Par ailleurs, les militaires allemands disposent d'un système de représentation qui s'appuie sur des élus : les hommes de confiance¹, et le *Wehrbeauftragte*, représentant parlementaire de la Bundeswehr.

Ils jouissent d'un droit à la récupération sous forme monétaire ou de temps libre au-delà de 46 heures de travail hebdomadaires, tandis que leurs collègues français sont astreints à une disponibilité permanente.

Les règles de discipline générale plus clémentes : les punitions sont différenciées et le soldat possède un droit de défense ; la mise en arrêt d'un militaire de la Bundeswehr requiert le jugement d'un tribunal civil.

◆ **Le style de commandement** : résultat doit être un « Einsatzbeeiter Soldat », i.e. un soldat opérationnel

Les Allemands qualifient souvent leur armée de « plus démocratique du monde ». Le commandement au sein de la Bundeswehr est coopératif et la hiérarchie relativement peu marquée ; le système s'appuie sur « *le principe du "bon vouloir" et des arrangements individuels* », ainsi qu'un rejet de tout formalisme et une ligne directrice fonctionnaliste.

« *Le style de commandement allemand est un style de délégation des pouvoirs et des responsabilités. Donc ce n'est pas le chef qui fait tout d'un côté, et le reste de l'effectif étant des "nains militaires", des obéissants de l'autre côté, mais c'est un partage de responsabilités. Avec naturellement la responsabilité globale incombant à la personnalité du chef : c'est lui qui signe les ordres, mais pour les rédiger, il délègue une grosse partie de la responsabilité à ses collaborateurs, à ses chefs de bureau.* » Le système relationnel est à ce titre assez souple : la fonction prime sur le grade, et la stratification en trois groupes : officiers, sous-officiers et militaires du rang. On voit donc que la culture militaire allemande est assez éloignée du principe hiérarchique français. Et par boutade, les militaires allemands parlent parfois de « culture prussienne » pour désigner le style de commandement français.

¹ Cette institution remonte au Général Maercker et à la loi du 6 mars 1919 qui instituait les hommes de confiance dans la Reichswehr. Ceux-ci ont pour tâche de « contribuer à une collaboration responsable entre supérieurs et subordonnés et au maintien de la camaraderie dans le service pour lequel ils ont été élus ».

Ce fonctionnement se retrouve d'ailleurs au niveau politico-militaire dans un mécanisme que l'on nomme *Mitzeichnung*, i.e. un système de consensus : tout le monde reçoit toutes les informations, et aucune décision ne peut être prise tant que les rédacteurs ne sont pas d'accord entre eux. Une fois le consensus atteint, la décision peut remonter les échelons hiérarchiques pour être visée par le chef de bureau et ainsi de suite.

◆ « **Freie Persönlichkeit** » : cela recouvra à la fois le recrutement et la formation du soldat allemand.

- Recrutement social :

- La conscription est en fait vue, en République Fédérale, comme le lien essentiel entre l'armée et la société. Elle offre à la société un instrument de contrôle démocratique sur l'armée, selon la philosophie du premier Président de la RFA, Theodor Heuss : « *La conscription est l'enfant légitime de la démocratie.* »².

Peur sinon de reconstituer un Etat dans l'Etat, et de favoriser la constitution d'une armée élitiste coupée de la société allemande.

- Universités de la Bundeswehr : visent à garantir un recrutement hétérogène des soldats de la Bundeswehr, de façon à refléter le pluralisme social de la société allemande

- Politische Bildung et formation des soldats:

- Eviter l'extémisme politique ⇒ politiser les soldats pour en faire des démocrates convaincus, ce qui explique qu'un millier d'entre eux se retrouvent en position d'élus locaux par exemple.

- Le système de formation militaire allemand fonctionne selon un principe clef : celui de dispenser au soldat une solide formation professionnelle aisément convertible dans la vie civile. On retrouve bien ici l'idée sous-jacente de conception fonctionnelle de la Bundeswehr et d'adhésion rationnelle aux forces armées en République fédérale : une armée parce que c'est nécessaire. La plupart des sous-officiers de la Bundeswehr sont sous contrat, et issus d'une formation professionnelle qualifiée : un diplôme

² Cité in Paul Klein, *Le cas allemand*, idem, p. 166.

professionnel civil y est exigé, ou au moins le brevet d'études de premier cycle, ainsi que la réussite d'une série de tests d'aptitude. Leur formation militaire s'effectue en alternance entre l'unité d'affectation et les écoles, soit la pratique et la théorie. Mais cette formation ne reflète qu'une partie de l'occupation des élèves sous-officiers : l'autre partie de leur temps est employée en formation professionnelle convertible dans le secteur civil.

3) La Bundeswehr et les opérations extérieures : quelle culture d'intervention ?

Contrairement à l'armée française, la culture d'intervention extérieure de l'Allemagne se caractérise par une « retenue » qui l'a souvent amenée à pratiquer la « diplomatie du chéquier » (guerre du Golfe). Cela peut sembler paradoxal vis à vis de l'engagement profondément atlantiste de la République Fédérale. Cette *Erhaltungskultur* provient en droite ligne du traumatisme du passé nazi qui a généré jusqu'à l'alternance politique de 1998 un complexe de culpabilité, ou *Schuldsyndrom* : l'All rechignait à s'impliquer dans les rapports de force internationaux et à endosser les responsabilités d'acteur international qui découlaient de sa position de « partner in leadership » vis à vis des Etats-Unis.

⇒ dispositions constitutionnelles contradictoires qui ont eu pour effet de verrouiller les possibilités d'emploi de la Bundeswehr hors zone OTAN : l'article 87a³ soumet l'engagement de troupes allemandes à l'extérieur à une autorisation constitutionnelle, tandis que l'article 24⁴ affirme la responsabilité allemande dans le cadre du système de sécurité collective, et n'interdit pas les interventions extérieures. Or dans le cadre multinational, il devient évident que les modalités d'intervention dépasseront les frontières de la zone d'intervention otanienne d'une part parce qu'il s'agit de missions de type Petersberg, soit non-article V, qui touchent à des crises régionales pour lesquelles les Etats-Unis ne se sentent pas nécessairement impliqués.

³ Article 87a, al. 2 : « En dehors des besoins de défense, les forces armées ne peuvent être employées que si la constitution les y autorise explicitement ». *Loi fondamentale allemande du 23 mai 1949*, www.leforum.de/fr/fr

⁴ Article 24 : « A des fins de protection de la paix, la République fédérale a le droit de s'intégrer dans un système de sécurité collective, renonçant par-là même à certains de ses droits souverains afin d'œuvrer à l'instauration d'une paix stable en Europe et dans le monde. » Ibid.

Ces dispositions constitutionnelles trouvent également une source d'explication temporelle plus lointaine : si l'on remonte plus loin que la Seconde Guerre Mondiale dans l'histoire allemande, on s'aperçoit que l'Allemagne est longtemps, tout particulièrement avec Bismarck, restée concentrée sur son propre territoire qui a connu une unité tardive, et que la *Weltpolitik* lancée par Guillaume II au début du XX^{ème} siècle n'a guère rencontré de succès. C'est avec Hitler que l'expansionnisme pangermaniste connaît ses développements.

La Cour constitutionnelle de Karlsruhe a levé le tabou en 1994, au terme d'un débat politique mouvementé fort entre la SPD, les Libéraux et la CDU: elle a jugé conforme à la Loi Fondamentale la participation de soldats allemands à des missions militaires extérieures sous l'égide de l'ONU hors zone OTAN, même si ces missions impliquent un recours à la force. L'engagement extérieur de la Bundeswehr reste par contre soumis à l'approbation préalable du Bundestag, ce qui freine les possibilités d'engagement dans des opérations extérieures, contrairement à la France où le Président de la République, en tant que chef des Armées, détient ce pouvoir ultime de décision. Mais le conflit du Kosovo est venu renforcer l'idée que l'Allemagne doit prendre ses responsabilités internationales, y compris militaires : elle recommence peu à peu à participer à des missions militaires. Pour l'instant, il s'agit essentiellement de missions de maintien et de rétablissement de la paix, et de reconstruction dans le cadre des Nations Unies ou de l'OTAN. Toute participation allemande ne peut par ailleurs se faire que dans le cadre multinational.

Premiers engagements : Somalie, Cambodge sous la bannière ONU

Puis engagement en Bosnie en 95, puis au Kosovo en 99.

Missions dans lesquelles la Bundesweh est engagée aujourd'hui avec près de 6900 hommes hors d'Allemagne :

- FIAS en Afghanistan, KFOR, EUFOR Althea en Bosnie, UNMIS et AMIS Soudan, UNOMIG en Géorgie, Opération « Corne de l'Afrique », UNMEE en Ethiopie, mission de monitoring à Aceh, Active Endeavour, Enduring Freedom, EUPOL Congo

Par contre, si la question des opérations extérieures rencontre généralement un consensus en France, elle est source de profonds clivages dans l'op publique et la classe politique allemandes⁵. Cf. today avec l'engagement au Congo : arguments multiples : l'All n'a pas d'intérêts stratégiques là-bas ; enfants-soldats ; néo-colonialisme ; coût exorbitant ; risqué pour les soldats car environnement instable et nombre de soldats trop restreint...

Une autre question que posent les OPEX à la Bundeswehr, au-delà de sa culture traditionnelle de retenue quand il s'agit de hors zone : le matériel et l'opérationnalité. La Bundeswehr a été créée dans un contexte de guerre froide et de lutte contre l'ennemi soviétique, préparée à une défense territoriale exclusivement, i.e. avec un primat du matériel militaire lourd, notamment des Panzer. Or avec l'essor des opex multinationale, la modification de la nature des menaces et la lutte contre le terrorisme international depuis le 11 septembre, une telle conception de l'équipement militaire n'est plus tenable : il s'agit aujourd'hui de disposer de forces projetables rapidement, sous peu de jours et de façon flexible. D'où les réformes menées par les Ministres Scharping et Struck en 2000 et 2002 entre autres, qui ont conduit à structurer la Bundeswehr selon trois catégories de forces, répondant à deux types de besoin : les forces d'intervention et de stabilisation ou encore de réaction aux crises (KRK), les forces de soutien ou de défense principale dont la perspective reste essentiellement territoriale. Les KRK comptent un nombre restreint de 50 000 soldats professionnels. Les opex soulèvent la question du maintien de la conscription : on risque de se retrouver avec une Bundeswehr à 2 vitesses entre les unités professionnelles des KRK et le reste des troupes basé à 45% sur des conscrits qui ne peuvent pas être envoyés en opération. Or le nouveau ministre de la Défense, M. Jung, a insisté sur sa volonté de maintenir la conscription.

⁵ Helmut Kohl et son Ministre des Affaires Etrangères, Hans-Dietrich Genscher, n'excluaient pas la participation de la Bundeswehr pour des missions de maintien ou de rétablissement de la paix « hors zone », dans le cadre de l'ONU, de l'UEO ou de l'OTAN. Ils portaient le projet de modifier les règles du jeu afin d'être en mesure d'envoyer à nouveau des troupes à l'extérieur du sol allemand et de faire enfin face aux nouvelles responsabilités de l'Allemagne unie. Hans Stark, *La politique étrangère de la nouvelle Allemagne*, op. cit.

La préparation des soldats allemands aux opex inclut aussi des cours sur le pays d'intervention, sa population, son histoire et sa culture. Cette formation se compose de trois éléments :

- formation de base (Grundlageausbildung)
- formation spécifique pour la mission (ESGA)
- formation centrale des troupes (ZENTRA)

Conclusion :

- 1) La Bundeswehr semble aujourd'hui en phase de normalisation : elle participe à nouveau à des opérations extérieures, même hors zone OTAN, et semble s'affranchir peu à peu du complexe du passé encore très fort dans les années 1990. La notion d'intérêts allemands reparait d'ailleurs depuis 2003 (Hinukusch de Struck) et devrait figurer dans le nouveau Livre Blanc. Dès lors, ***L'Innere Führung* est-elle devenue obsolète ?**
- 2) **Pour autant, l'opinion publique et les médias allemands ne semblent pas avoir évolué à la même vitesse et montrent encore une grande réticence face aux engagements extérieurs des soldats allemands.**